

Installons les élus dans les quartiers les plus insécurisés



Nous, ni négatifs, ni pleurnichards,

Vu le merdier dans lequel évoluent plus de 20 millions de concitoyens,

Vu qu'on a imposé à ces concitoyens de vivre auprès d'une population intolérante, violente et invivable qui fait suer le burnou de l'allochtone de bon aloi, savoir une population allogène haineuse, restée étrangère ou nationalisée hâtivement sans que la population d'origine ait été consultée,

Vu que la police et la justice ne font pas le travail pour lequel l'ensemble des employés desdits ministères sont normalement et régulièrement payés, et probablement trop payés, compte tenu des résultats de ce qui est en principe attendu de tels ministères, savoir éliminer de toute vie sociale, jusqu'à la fin de leurs jours, les délinquants et

voyous multirécidivistes violents, et assurer une sécurité totale en tous lieux et à tout moment au moins égale à celle en vigueur à Monaco ou à Singapour au lieu de celle de Tombouctou,

Vu que l'ensemble de nos assemblées ne répond en rien aux préoccupations réelles du citoyen, se bornant à élaborer des lois sur les fessées et autres billevesées qui n'amuse que les crétins, tandis que 15 millions de Français crèvent de faim et 15 autres millions tirent le diable par la queue,

Vu que l'ensemble de l'exécutif, le dernier en date crevant tous les plafonds, ne répond nullement aux préoccupations de chômage, d'envahissement d'allogènes, de dépenses publiques, de protections des entreprises nationales, y compris agricoles, contre la concurrence déloyale de travail au noir, de fraude et d'évasion fiscale notamment,

Vu que l'ensemble des élus de la Nation ne semble absolument pas comprendre la réalité vécue par une majorité de Français, notamment en matière de sécurité, de revenus, de logement, d'éducation, de contrat de travail et de pression subie au travail, de transports,

Vu que l'ensemble de la Nation s'enfonce de jour en jour davantage vers le délabrement et le délitement sans que l'ensemble des politiciens de l'exécutif et du législatif s'en émeuve, et prenne les décisions radicales qui devraient s'imposer devant un tel naufrage,

Vu en conséquence qu'un ensemble majoritaire des citoyens a de sérieuses raisons de considérer que les élus sont largement trop rémunérés par rapport à la qualité des travaux qu'ils effectuent,

Nous, citoyens de base, en vertu des pouvoirs que nous confère la Constitution, savoir l'article 3 qui stipule que « *La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum* »,

Décidons de reprendre ce qui nous appartient, la souveraineté nationale,

Décidons de l'exercer directement pour mettre au pas nos représentants qui se sont égarés depuis 50 ans maintenant,

Décidons que ces élus sont trop payés en regard du service rendu à la Nation,

Que leur revenu sera désormais composé de deux parties, un fixe qui sera égal au Smic, et une part variable qui sera calculée en fonction de la qualité des travaux qui seront rendus,

Qu'au regard de la situation du pays, seul le Smic peut actuellement leur être versé,

Qu'au surplus, vu la dégradation constante de la Nation depuis leur entrée en fonction sous cette mandature, les actuels élus doivent rembourser le trop-perçu au-dessus du Smic depuis le 1^{er} juillet 2017,

Décidons que pour éviter les dérives insupportables à une majorité de citoyens comme les homards et le champagne dits « *de Rigny* », tous les élus se verront désormais attribuer à titre de frais de bouche un nombre de tickets-restaurant égal au nombre de sessions auxquelles ils assistent effectivement, et rien d'autre,

Décidons que cette nouvelle grille de salaires et de défraiement de repas s'appliquera à l'ensemble de l'exécutif, de leurs conseillers, et à toute la hiérarchie des ministères de l'Intérieur et de la Justice, cette dernière hiérarchie étant invitée à faire le travail effectif de sécurité pour lequel elle est payée, sous peine de révocation sans droit à pension pour insuffisance professionnelle et au remboursement de l'indu perçu depuis le début de la carrière,

Décidons que pour bien décider d'une problématique, il faut la

connaître,

Décrétons donc que tous les élus doivent loger avec leur famille dans des HLM de banlieue multiculturelles à au moins 70 %,

Que les élus de l'Île-de-France devront loger dans les quartiers les plus insécurisés de la région, comme Sarcelles, Grigny, Viry-Châtillon, porte de la Chapelle et autres,

Que les élus des régions devront loger dans les quartiers les plus insécurisés de leur circonscription,

Que pour l'ensemble de ces élus, leurs enfants, petits-enfants, neveux et nièces fréquenteront obligatoirement et sans dérogation aucune les établissements scolaires les plus mal famés et les plus insécurisés de la République afin de pousser leurs parents, grands-parents, oncles et grands-oncles à enfin faire quelque chose,

Que les élues femmes devront toutes les nuits, pendant au moins deux heures, se promener seules, en vêtement féminin d'occidentale, sans aucune protection, policière, privée ou autre, dans les quartiers musulmans, dans les mosquées les plus radicales, dans les secteurs où les chiffres de la délinquance sont au sommet du hit-parade, pour y vérifier que tout se passe bien et que l'accès y est libre et paisible pour tout citoyen de la République sans distinction de race, de religion ou d'opinion comme il est dit dans la Constitution,

Que pour l'ensemble de ces élus, ils devront emprunter les transports en commun tous les jours, sans aucune protection, policière, privée ou autre, pour vérifier que tout se passe bien et que l'accès y est libre et paisible pour tout citoyen de la République sans distinction de race, de religion ou d'opinion comme il est dit dans la Constitution,

Décidons que les politiciens qui refusent de se soumettre à la souveraineté nationale du Peuple qui a décidé d'exercer

directement ce qui lui appartient seront immédiatement destitués de leur mandat.

Jean d'Acre